

Emmanuelle BORDON

Citoyenne, mère de famille, je milite depuis près de trente ans pour l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire.

Par ma formation, je suis linguiste (docteur en science du langage, université de Grenoble) et agronome (ingénieur, AgroSup' Dijon).

Mon objectif en rédigeant ce cahier est de poser des questions en tant qu'agronome soucieuse du devenir des terres agricoles et des filières de production de notre pays.

contact //

Emmanuelle Bordon

Adresse 64 rue Glatinier
56 120 Josselin

Tél. 06.07.47.05.06

Mail
emmanuelle.bordon@cegetel.net

Enfouir des déchets radioactifs ne peut être sans effet sur une région. Parmi eux, il y a les retombées agricoles et économiques.

- Le projet Cigéo mobiliserait environ 650 hectares de terres à la surface du sol, aujourd'hui majoritairement consacrées à l'agriculture. Celles-ci seront définitivement soustraites à la production. Dans un contexte de diminution préoccupante des surfaces agricoles en France, ce n'est pas sans conséquence. Quelles solutions de réinstallation prévues pour les agriculteurs qui, forcément, seront expropriés ? Quelles compensations financières pour eux ? Quelles compensations en termes de surfaces agricoles ?
- Bure se trouve à moins de 70 kilomètres des portes de la zone AOC Champagne. Même si la production n'était pas impactée, il y a largement de quoi déprécier l'image du produit, notamment auprès des consommateurs étrangers. Le Comité Interprofessionnel des Vins de Champagne (CIVC) tente depuis plusieurs années d'alerter l'opinion à ce sujet. Quelles mesures préventives, quelles compensations ont été prévues pour les producteurs, les transformateurs, les maisons de Champagne, toute la filière de l'AOC Champagne ? Si la filière est durablement impactée, ce qui est inévitable, ce sont des milliers d'emplois qui disparaîtront en même temps qu'un produit qui est un des fleurons de notre pays.
- Une dépréciation de l'image du produit entraînera une dépréciation du prix des terres agricoles de la zone. Aujourd'hui, la valeur d'un hectare de terre à Champagne se situe entre 800 000 et 1,2 million d'euros. Si l'AOC Champagne perd de sa valeur, celle des terres suivra. Y a-t-il une compensation prévue pour les propriétaires de ces terres ? Si oui, à quelle hauteur ? Quelle indemnisation pourront-ils espérer ?

- Le problème qui se pose pour le Champagne se posera de la même manière pour l'AOC Brie de Meaux (plus de six cents producteurs), l'eau de Vittel et de Contrexeville. Qui voudra boire de l'eau issue d'un sol dans lequel sont enterrés des déchets radioactifs ? Qui voudra consommer un produit provenant d'un endroit où on manipule et conserve des matières radioactives ? Que cette crainte corresponde à un danger réel ou non n'est pas la question. Si le consommateur a peur pour sa santé, il ne voudra pas de ces produits. Des entreprises disparaîtront et avec elles, des savoir-faire, des centaines d'emplois.
- Plus généralement, les effets sur les AOC de la région risquent de faire tache d'huile. En France, les labels, dont l'AOC est la figure de prou, sont importants aux yeux du consommateur.

Leur rôle positif dans le développement d'une filière, dans la notoriété d'un produit, dans une décision d'achat, n'est plus à démontrer. Ils sont synonymes de qualité et de confiance. Cela ne peut être que tant que les cahiers des charges sont exigeants et tant qu'ils sont respectés par les producteurs. Cependant, si le cahier des charges d'une AOC (Champagne ou Brie de Meaux en l'occurrence) accepte la production aux abords d'une zone concernée par le stockage de déchets nucléaires, c'est le sérieux de toutes les AOC qui sera remis en cause. A terme, la notoriété de tous les labels de qualité sera diminuée. Vis-à-vis des pays étrangers, c'est l'image de marque des produits réputés typiquement français qui sera impactée. Avec un effet réel sur les exportations. ■

C O N C L U S I O N

Au final, la totalité du territoire sera dépréciée, production agricole en tête. Le projet Cigéo prétend créer des emplois mais il ne dit pas combien seront détruits par sa réalisation et il n'est pas question, à ma connaissance, de mesures de compensation. C'est une des multiples raisons pour lesquelles je m'oppose à ce projet.

